



L'honorable Amétodji Michel

Première circonscription électorale de l'Ogou
QUAND LE DÉPUTÉ AMETODJI YAOUVI MICHEL DONNE UN SENS À SON RÔLE D'ÉLU DU PEUPLE

P.6



Kovi Adanbounou, Président CJD

Interview de Kovi ADANBOUNOU :
« Dire à mes compatriotes jeunes que nous devons malgré nos différences de points de vue politiques préserver la paix sociale »

P.6, 7 & 8

N°551 du 15 Novembre 2017/Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

www.lemessenger-actu.com

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: RAD-GRAPHIC

Pour tout renseignement, information ou conseil
contacter le centre d'appel au N° VERT

8201*

* Disponible tous les jours et heures ouvrables

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Politique togolaise



Photo de famille

LE NOUVEAU BUREAU DU PARTI UNIR A PRIS OFFICIELLEMENT FONCTION HIER

P.3

Crise politique au Togo
GILBERT BAWARA INVITE L'OPPOSITION À UN « SENS D'OUVERTURE »

P.4

Bataille contre la pauvreté en milieu rural



Coupure du ruban symbolique par le Chef de l'Etat à Bavou

BAVOU À SA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE, AKAPARÈ ET D'AUTRES LOCALITÉS DE LA RÉGION MARITIME BIENTÔT ÉQUIPÉES EN MINI AEP

P.2

MÊME DANS LA CRISE SOCIOPOLITIQUE, LE MANDAT SOCIAL DE FAURÉ S'EXPRIME

Bataille contre la pauvreté en milieu rural BAVOU À SA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE, AKAPARÈ ET D'AUTRES LOCALITÉS DE LA RÉGION MARITIME BIENTÔT ÉQUIPÉES EN MINI AEP

MÊME DANS LA CRISE SOCIOPOLITIQUE, LE MANDAT SOCIAL DE FAURE S'EXPRIME

Malgré la crise sociopolitique que vit actuellement le pays, Faure Gnassingbé, le chef de l'Etat, reste déterminé dans sa quête du bien-être des populations togolaises. Cette volonté a été démontrée ces derniers temps, où, après s'être entretenu avec les populations de Dapaong il y a deux semaines pour s'enquérir de leurs besoins, ce fut le tour de deux localités de la région des plateaux, la semaine dernière de bénéficier de cette marque de volonté du chef de l'Etat de leur sortir de l'ornière. Ainsi, à Akparè, c'est le lancement officiel des travaux de construction de huit (08) mini-adductions d'eau potable (pour les régions des plateaux et maritime), tandis qu'à Bavou, c'est l'inauguration d'une centrale photovoltaïque qui dote les populations de l'électricité. Dans les deux localités, c'est Faure Gnassingbé lui-même qui a présidé la cérémonie, preuve de sa détermination à servir à être plus proche de son peuple et à le servir. Bref, poursuivre la mise en œuvre des actions inscrites dans son mandat social, quelques soit la situation dans le pays.

A Bavou, la cérémonie d'inauguration a eu lieu le vendredi 10 novembre 2017 dans le canton d'Ountivou

(préfecture de l'Ogou). Et c'est le chef de l'Etat en personne qui a procédé à la coupure du ruban symbolique en présence de plusieurs personnalités politiques, administratives et religieuses.

« Ce projet démarré en février dernier vient renforcer l'éclairage public dans les zones rurales grâce aux énergies renouvelables et l'accès des populations à l'énergie durable », peut-on lire dans un Tweet du chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

L'installation de la centrale qui permet d'assurer un éclairage public a été l'œuvre de la Société Africaines des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER), soutenue financièrement par l'UEOMA dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « Programme Régional de Développement des Energies Renouvelables et de l'efficacité Energétique » (PRODERE). Ce qu'à d'ailleurs rappelé le ministre Bidamon des Mines et de l'Energie.

« La réalisation de cet ouvrage fait partie du vaste programme régional de développement des énergies renouvelables initié et financé par la commission de l'UEOMA » laisse entendre le ministre, qui rassure en outre que, le Togo est pleinement engagé en faveur de toute



initiative tendant à promouvoir l'accès à l'énergie, le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans une perspective durable.

En effet, PRODERE, financé à hauteur de deux milliards pour le Togo, a permis l'électrification à base mini-centrales solaires quatre localités, en l'occurrence, Bavou dans l'Ogou, Assoukoko dans Blitta, Kountoum dans Bassar et Takpapiéni dans l'Otit-Sud.

D'une capacité totale de 150 KW pour la localité de Bavou, la mini-centrale est dotée d'un réseau de distribution basse tension de 05 km équipé de 60 lampadaires d'éclairage public et des compteurs de branchements des clients.

Le ministre Bidamon dans son intervention est revenu sur la vision qui a conduit à la mise en œuvre du projet, vision, qui selon lui, s'inscrit dans

les principaux objectifs du gouvernement qui sont entre autre, l'atteinte d'un taux d'électrification de 50 % en 2020 et 100% en 2030 et où la part des énergies renouvelables dans les mix énergétique atteigne les 40% en 2020 et 50% en 2030.

« Ensemble, je nous invite à la sauvegarde des acquis du développement. Par conséquent, nous devons à tout prix éviter la destruction des biens publics et même privés que nous avons construits au prix de nombreux sacrifices pour permettre aux générations futures de s'en servir », a lancé le ministre aux populations, à qui, il a exhorté à veiller à l'entretien des ouvrages afin de leur assurer une pérennité.

Remerciant le chef de l'Etat pour cette action en faveur de la population de Bavou, le porte parole de ladite population, a souligné

l'importance d'avoir de l'électricité.

« En effet, la population de Bavou profitera de l'électricité pour son développement et son épanouissement », a-t-il indiqué. Car, avec l'électricité, les « enfants n'auront plus de peine à étudier les nuits, c'est l'insécurité qui plie ses bagages à Bavou, c'est le développement des activités socioéconomiques.... ».

Auparavant, c'est le chef canton d'Ountivou qui a pris la parole pour témoigner sa gratitude au chef de l'Etat pour l'ouvrage, qui est pour lui « un symbole ».

« La joie et le sourire à travers ces chants et danses que vous lisez sur les visages de ces femmes et de ces hommes, ici présents, venus en grand nombre vous accueillir, sont l'expression de nos sentiments de reconnaissance à votre égard » a dit le chef canton à Faure Gnassingbé. Remerciant la commission de l'UEOMA pour avoir accepté de financer le projet, le chef canton d'Ountivou a fait savoir que le joyeux qui est inauguré, est aussi « un symbole de la réussite de l'intégration sous régionale dans un monde plus que jamais indépendant ».

LM

Menace sur la paix et la cohésion sociale

YARK DAMEHANE APPELE À UN SAUT QUANTITATIF ET QUALITATIF DANS LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE LA DÉMOCRATIE AU TOGO

Les violentes manifestations organisées ces derniers mois dans certaines villes du Togo font planer des menaces, sur la paix et la cohésion nationale, a alerté mardi le ministre de la sécurité et de la protection civile, Yark Damehane à l'ouverture d'une rencontre consacrée à la « prévention des conflits ».

Le gouvernement veut prévenir tout éclatement de « conflits sociaux » dans le pays et prendre des mesures idoines en amont pour devancer les événements.

L'initiative de la rencontre de ce jour, qui regroupe les acteurs politiques, société civile et forces de sécurité, de défense, vise notamment à « prévenir en l'occurrence des conflits et combattre efficacement la criminalité afin de préserver la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire national ».



Photo de famille

Concrètement, elle vise à informer les participants sur les causes et risques d'éventuels conflits et les moyens de les prévenir, sensibiliser et former les personnels des forces de défense et de sécurité sur leur rôle dans la prévention des conflits.

Pour le col Yark Damehane, l'Etat a l'obligation de jouer son rôle à travers l'appareil sécuritaire mais aussi à travers l'ensemble des différents acteurs de la société qu'ils soient

politiques ou non. Et c'est toute la philosophie de l'organisation de la rencontre d'hier.

« C'est aussi la raison de cette rencontre d'échanges par laquelle l'Etat entend jouer sa partition et vous invite à jouer la vôtre afin de prévenir les conflits dans notre pays et préserver la paix sans laquelle aucun développement harmonieux n'est possible », a indiqué le Col Yark Damehane.

Il a convié les participants à « saisir l'occasion qu'offre les échanges pour repartir sur de nouvelles bases pëtries de confiance pour épargner les différentes communautés de la spirale des conflits sociocommunautaires ».

« A l'issue de vos travaux, que nous voulons francs et participatifs, les différents acteurs que vous êtes pourrez avoir une idée claire des

responsabilités qui incombent à chacun dans le combat quotidien pour la prévention des conflits et de la criminalité dans notre pays », a ajouté le Col Yark.

Enfin, le patron de la sécurité a exhorté les participants à des échanges emprunts de « sérieux et d'objectivité » afin de faire un saut quantitatif et qualitatif dans la consolidation de la paix et de la démocratie au Togo.

Les échanges porteront sur diverses thématiques comme la prévention des conflits, un enjeu majeur pour la préservation de la paix et de la stabilité dans notre pays, rôle et responsabilité des forces de l'ordre et des différents acteurs politiques et sociaux, la contribution des forces de l'ordre à la prévention des conflits...

Charles

Politique togolaise

LE NOUVEAU BUREAU DU PARTI UNIR A PRIS OFFICIELLEMENT FONCTION HIER

Elu le 29 octobre 2017 à Tsévié à l'issue du premier congrès statutaire, le nouveau bureau du parti Union pour la République (UNIR), parti de la majorité a pris officiellement fonction hier. La cérémonie de passation de service s'est déroulée au siège du parti sis à Lomégan, à Lomé.

Et c'est le premier vice-président sortant, Georges Kuwawou Aidam qui a remis officiellement les documents au secrétaire exécutif entrant, Atcholé Aklessso au nom de l'ancien bureau.

« Nous sommes fiers d'appartenir à ce grand parti », a laissé entendre le premier vice-président du bureau sortant, dans son discours. Il s'est dit confiant en la capacité des membres du nouveau bureau à continuer le travail là où le bureau sortant l'a laissé et relever les défis qui se présentent actuellement au parti.

« Notre pays traverse une période difficile en ce moment. Et comme l'a dit le président de notre parti, nous avons un



Remise de documents entre le 1er Vice-président sortant et le Secrétaire Exécutif du parti

grand rôle à jouer, les militants et les populations togolaises attendent beaucoup de notre grand parti, voilà pourquoi nous devons rester unis derrière le président du parti et le soutenir dans ses actions de développement du pays », a poursuivi Georges Aidam, qui a au nom des autres membres du bureau sortant rendu hommage à Faure

Gnassingbé, pour son accompagnement sans cesse durant la période de la gestion provisoire du bureau. Il a invité les militants et les militantes du parti à continuer par soutenir le nouveau bureau, comme ils l'ont toujours fait avec le sortant afin que le parti puisse continuer par engranger d'autres victoires.

Le secrétaire exécutif du parti, Atcholé Aklessso désigné le 29 octobre dernier, a dans son intervention rendu grâce à l'éternel Dieu pour son œuvre salvatrice en faveur du parti. Il a demandé à Dieu de continuer par protéger et guider le président du parti dans ses initiatives en faveur du bien-être des populations togolaises sans exception.

Au nom du nouveau bureau, il a remercié Faure Gnassingbé pour sa disponibilité et son engagement à faire du parti UNIR, le plus grand parti dans le pays.

« Nous savons le travail que vous avez abattu et nous vous en sommes très reconnaissants », a lancé Atcholé Aklessso aux membres du bureau sortant, tout en les invitant à être toujours disponibles, car, le parti aura toujours besoin d'eux.

Conscient du travail qui attend le nouveau bureau, à sa voir la mobilisation des militants pour les échéances à venir, le secrétaire exécutif d'UNIR a exhorté les militants à l'unité.

C'est dans l'unité que nous continuerons par faire de notre parti le plus grand parti politique dans le pays, et à relever les défis qui se présentent à nous, a renchéri Atcholé Aklessso.

Tchaboré

Crise politique au Togo

JUSQU'OUÛ IRA L'OPPOSITION DANS SON REFUS DE DIALOGUER ?

Dans la recherche des voies et moyens pour sortir le pays de la crise sociopolitique actuelle, tout le monde s'est accordé à demander au pouvoir de Lomé, une ouverture à travers des mesures d'apaisement et l'instauration d'un dialogue. Mais depuis la semaine dernière que le gouvernement a montré sa bonne foi et cette volonté d'ouverture en annonçant la libération de 42 détenus jugés et condamnés dans l'affaire des manifestations, la levée du contrôle judiciaire qui pesait sur le chef de file de l'opposition Jean-pierre Fabre et l'ouverture d'un dialogue, rien ne semble venir de l'opposition, qui a choisie la rue pour s'exprimer, depuis le 19 août dernier. Et au sein de l'opinion, c'est une lassitude qui ne dit pas son nom, tant, chacun est fatigué de voir les activités tourner au ralenti du fait des manifestations, parfois violentes de l'opposition, ce qui prive ainsi les populations de leur pain quotidien. Et beaucoup commence à se demander, ce qui sous tend un tel refus de saisir la main tendue du gouvernement. Jusqu'ouù ira l'opposition dans ce refus de dialoguer ?

En effet, le bras tendu du pouvoir et les mesures d'apaisement annoncées



Quelques responsables de l'opposition lors d'une marche

et qui ont conduit à la libération des 42 manifestants de l'opposition, ainsi que l'appel au dialogue dans les prochains jours, auraient pu permettre à l'opposition de sursoir à ses manifestations de cette semaine pour favoriser l'ouverture du dialogue. Malheureusement, l'opposition semble ne pas être dans cette logique et trouve plutôt que c'est la victoire du peuple qui s'approche en demandant le départ de Faure Gnassingbé.

Ce comportement montre à suffisance, comment la classe politique de l'opposition regroupée au sein du groupe des 14 n'est pas du tout dans la dynamique et la logique d'une sortie de crise, une crise qui a commencé il de cela deux mois et

dont les conséquences sont assez dévastatrices. Sur le plan économique, plusieurs opérateurs économiques ne trouvent plus le Togo comme une bonne destination, car le pays est instable politiquement. Les activités économiques sont aussi durement perturbées au point que le taux de croissance de 5% attendu pour cette année 2017 pourrait ne plus être atteint selon les experts. Au niveau humain, on note une quinzaine de morts et plus de 400 blessés sans compter les dégâts matériels très énormes.

La volonté de l'opposition de maintenir le statu quo dans le pays semble désormais être une évidence. Et celle de détruire est aussi réelle.

D'abord, lorsque le gouvernement décide de lever l'interdiction de manifester en semaine et invite l'opposition à venir discuter ensemble, la coalition des 14 partis brille par son absence. Et pourtant, il s'agissait de discuter et trouver les voies et moyens de préparer dans la sérénité les manifestations à venir afin qu'il n'y ait plus de débordements ni de grabuges. Comment peut-on expliquer ce refus aux motifs que l'invitation n'est pas faite dans la règle de l'art ?

L'autre aspect du comportement du G14 qui frise la volonté manifeste de détruire le pays, c'est bien sa réclamation de faire partir le chef de l'Etat actuel qui n'est que dans moitié de la fin de son mandat, mandat que le peuple lui confié en 2015 avec près de 59% des voix.

De nos jours, à ce stade de la crise, l'opposition devrait comprendre que le peuple togolais a trop souffert et qu'il est temps d'arrêter d'abuser de lui. Elle doit en outre comprendre, qu'elle (opposition) n'a pas les moyens de sa politique et autant faire la politique de ses moyens. Sinon par quelles alchimies peut-elle faire partir Faure du pouvoir ?

Jean-Pierre Fabre, Tikpi Atchadam, Brigitte Adjamagbo et surtout leur aîné Agboyibor, eux tous savent et sont conscients que le jusqu'au-boutisme ne peut permettre d'atteindre leurs ambitions. Quelque soit la nature et la durée d'un conflit, les protagonistes ou les belligérants fissent toujours autour d'une table. Autant saisir la main tendue du pouvoir afin qu'on sorte le pays de cette crise qui n'a que trop duré et fait des victimes innocentes.

JC

Manifestations politiques

LE G14 REVOIT SES PRÉTENTIONS À LA BAISSÉ ET CHOISIT 03 JOURS DE MANIFESTATIONS À PARTIR DE DEMAIN

L'annonce a été faite depuis dimanche. La partie de l'opposition qui manifeste depuis quelques temps a appelé à trois nouvelles journées de manifestations pour exiger les réformes politiques, le retour à la constitution de 1992, le vote de la diaspora élargie et le départ du président Faure Gnassingbé du pouvoir. Alors que la semaine dernière, on annonçait 05 jours de manifestations.

Une décision sage, ironise un internaute dès l'annonce par le porte-parole de la coalition de l'opposition.

« *Travailleurs, étudiants, lycéens, collégiens... Rejoignons très nombreux la contestation nationale du peuple souverain jeudi, vendredi et samedi dans tout le Togo,* » a déclaré dans un communiqué Eric Dupuy, porte-parole de la coalition de 14 partis d'opposition à l'initiative des manifestations, et cité par l'AFP.

Depuis mi-août, le Togo fait face à une série de manifestations de la part de l'opposition, qui exige des réformes politiques, la limitation du mandat présidentiel, le scrutin à deux tours, le vote de la diaspora.

Le gouvernement a envoyé un projet de loi à l'assemblée nationale en



septembre, et qui prévoit ces points. Mais ils ont été jugés 'insuffisants' par l'opposition, qui n'a pas participé au vote pour atteindre le quota des 4/5 pour adoption mais plutôt 2/3 ouvrant la voie à un référendum.

Les manifestations à l'actif de l'opposition ont fait une dizaine de morts et des centaines de blessés selon l'opposition, à qui le chef de l'Etat vendredi dernier dans le camp de Témédja, a accusé d'être responsable.

Le fait de revenir sur 03 jours, n'est

pas un hasard, estime un observateur avisé de la crise que traverse le Togo.

« *Je crois bien que les organisateurs des marches sont aujourd'hui conscient que les militants se lassent de plus en plus avec ces marches. Ils ont des échos des mécontentements qui se dégagent depuis quelques temps en provenance des opérateurs économiques et qui sont d'ailleurs les leurs. Et donc continuer par forcer les gens à marcher, ce qui paralyse l'économie et donc, fait du tort jusqu'aux soutiens de cette*

opposition est une mauvaise option et pourrait se retourner contre les organisateurs », poursuit cet observateur.

Au début, beaucoup, surtout ceux qui constituent leurs soutiens pensaient que les marches étaient pour un temps. Mais au fur et à mesure que les jours avancent et qu'ils constatent qu'en dépit des mesures d'apaisement annoncées par le pouvoir de Lomé, les responsables des partis politiques, organisateurs des marches, refusent, ils se demandent s'il n'y a pas des intérêts cachés dans cette stratégie.

En tout état de cause, la réduction du nombre de jours de marche, prouve qu'il y a des non-dits dans le groupe et selon certaines indiscretions, beaucoup de partis ne se retrouvent plus dans ce que veut le PNP de Tokpi Atchdam et le vrai problème, c'est comment se débarrasser de lui, et saisir l'occasion d'analyser l'ouverture faire par le gouvernement. Mais ce qui est sûr, c'est que de nos jours, le fossé s'est bien creusé entre Tikpi et plusieurs membres du G14, même si certains ne l'avouent pas publiquement.

LM

Crise politique au Togo

GILBERT BAWARA INVITE L'OPPOSITION À UN « SENS D'OUVERTURE »

« *Aujourd'hui si les choses (les conditions d'ouverture du dialogue, ndlr) entraînent c'est parce qu'il n'y a pas suffisamment d'échos témoignant de la même disponibilité et du même engagement du côté d'une certaine frange de l'opposition* », a déclaré lundi Gilbert Bawara, sur la Radio France internationale.

Cette sortie du ministre Bawara vise à donner plus d'éclaircissement sur la position du gouvernement sur la crise actuelle que travers le pays.

Pour M. Bawara, les « *préalables* » avancés par la coalition de l'opposition ne favorisent pas l'ouverture si proche d'un cadre de dialogue.

En effet, au lendemain de l'annonce par le gouvernement de l'ouverture imminente à Lomé d'un dialogue avec l'ensemble des acteurs politiques, la coalition de l'opposition (à l'origine des manifestations)

a dévoilé une liste de préalables à satisfaire avant leur participation au dialogue.

L'élargissement de tous les manifestants interpellés lors des manifestations antérieures et si dialogue devrait y avoir ce sera autour des « *conditions du départ* » de Faure Gnassingbé au pouvoir, avait soutenu Jean-Pierre Fabre, leader de l'ANC (Opposition). Une réclamation qui a peu de chance d'aboutir, puisque le président actuel au pouvoir, jouit d'une légitimité qui ne souffre d'aucune ambiguïté. Demander son départ, c'est juste faire un coup d'Etat.

Voilà pourquoi le ministre Bawara encourage l'opposition à un « *sens d'ouverture* » et à participer à l'organisation du dialogue, pour éviter « *qu'elle soit unilatérale* ».

« *Le gouvernement a pris l'initiative de promouvoir et d'assurer ce dialogue, encore qu'il revient maintenant à*



le Ministre Gilbert Bawara

chacune des parties prenantes, aux différents protagonistes de travailler avec le gouvernement. Dès l'annonce de ce dialogue, les choses étaient déjà en marche. Mais il y a un certain nombre de comportements, de propos qui pourraient être assimilés à des préalables », a déclaré le ministre qui assimile ces préalables, à la « *politique politicienne* ».

Reste à savoir si l'appel du

ministre sera entendu, car, au sein du groupe des 14, aucun responsable ne veut prendre le devant, pour convaincre ses pairs d'accepter d'aller au dialogue, au risque d'être traité de corrompu.

Aujourd'hui, ils sont nombreux dans le G14 à désirer la main tendue du gouvernement. Mais au Togo, comme l'habitude se suspicion a toujours pris le

pas sur la raison, chacun se méfie et évite de prendre le devant de toute initiative tendant à s'approcher du gouvernement.

Beaucoup dans le G14 accepte de nos jours rentrer en contradiction avec eux-mêmes en s'alignant sur une position qu'ils ne veulent pas forcément, puisqu'ils doivent leur salut dans le regroupement qu'ils ont eu la chance d'appartenir, le groupe des 14. Plusieurs partis politiques appartenant à ce groupe sont conscients que sans l'ANC, ils ne représentent que l'ombre d'eux-mêmes et pour rien au monde, ne voudront pas offenser le parti de Jean-Pierre Fabre au risque de se faire virer un de ses quatre matins. Or en politique, il y a aussi l'humilité qui est appelée à prévaloir à un moment donné, et accepter de dialoguer n'est pas du tout signe de faiblesse.

La rédaction

Lu sur le net !

Une histoire INCROYABLE mais vraie et INSPIRANTE

Voici une histoire qui laisse admiratif et qui est source d’inspirations. À lire ou relire quand ça va mal dans votre vie, car il y a toujours pire que votre situation.



Moi-même j’ai admiré quelqu’un dans ma famille qui s’est battue contre la maladie avec un immense courage, et je lui avais dit suite à ses 15 opérations, c’est toi qui mérite mes médailles sportives. Il avait souri en me disant que ce n’était pas les mêmes souffrances.

L’histoire est celle de la courageuse Kayla...

À 14 ans Kayla pratiquait le football, et elle était partie pour faire une longue carrière quand au cours d’un entraînement elle s’est effondrée et elle a ressenti les orteils qui picotaient.

Le diagnostic a été terrible pour la sportive : la sclérose en plaques qui est une maladie neurologique avec atteinte du système nerveux

A l’annonce de sa maladie, elle s’est enfermée dans sa chambre et elle a dit :

«Je ne voulais personne dans ma chambre, je voulais juste être seul.

«Et j’étais folle. J’étais vraiment en colère. Je ne voyais pas pourquoi c’était arrivé à moi. »

On a commencé à lui prescrire des médicaments pour diminuer les effets de la maladie et elle a donc été obligée d’abandonner les sports de contact.

Mais elle a eu quand même une idée apparemment folle, vouloir courir encore et encore. Son entraîneur Patrick Cromwell le dit lui-même, la course n’était pas sa grande force, mais elle lui a demandé de la pousser aussi loin qu’elle pouvait aller :

Elle a donc commencé à s’entraîner, mais comme sa



maladie diminue les sensations, elle ne sent pas ses jambes.

Et puis cet automne en participant au championnat d’état en Caroline du Nord, elle a chuté au premier tour comme vous le voyez ici

Elle s’est redressée, elle a continué la course, elle a rattrapé ses concurrentes et elle a :

Gagné...

Mais ce n’est pas tout, car elle est maintenant une des meilleures coureuses de fond de son âge de tout le pays.

Je suis vraiment admiratif de ce courage, quoiqu’il arrive, tout le monde peut retrouver un sens à la vie.

En fait, comme je le répète souvent, on est des anges pour les autres, c’est donc aussi à nous d’aider les gens qui ont connu des difficultés, à leur redonner la joie de vivre.

HISTOIRES DROLES

Le petit Nicolas

Dans une classe, l’institutrice propose un problème à ses élèves :

- Sur un arbre, il y a 5 oiseaux. Un chasseur arrive, il charge son fusil et tire. Il tue 2 oiseaux. Combien en reste-t-il sur l’arbre ?

Toute la classe réfléchit et répond quelques instants plus tard :

- Madame, il reste 3 oiseaux sur l’arbre.

L’institutrice enchantée se dit que toute la classe a bien raisonné à son problème mais dans le fond de la classe, le petit Nicolas lève son doigt et dit :

- Non madame, il n'en reste plus car les 3 oiseaux vivants ont été effrayés par la détonation et se sont envolés.

L’institutrice lui répond :

- Non, ce n'est pas la réponse que j'attendais mais ton raisonnement me plaît bien.

La journée se passe et à la sortie de l’école, le petit Nicolas est à côté de son institutrice et ils attendent le bus. De l’autre côté de la rue, trois jeunes filles attendent le bus et sont en train de manger une glace. Une fille suce sa glace, la seconde lèche sa glace et la troisième croque sa glace.

Nicolas donne un coup de coude à son institutrice et lui demande :

- À votre avis, laquelle de ces trois filles est déjà mariée ?

L’institutrice est un peu choquée, gênée mais en tant que jeune et nouvelle enseignante, elle se décide à répondre :

- Et bien, je pense que c'est celle qui suce sa glace.

Alors Nicolas répond :

- Pas du tout madame, c'est celle qui a une alliance... mais votre raisonnement me plaît bien.

Méditons ... !

« Nous avons peur d’être nous-mêmes, d’affirmer notre singularité. Nous ne savons pas – ou ne voulons pas savoir – que là se trouve le gisement de notre force. Et parce que toute société tend à effacer les différences, à réduire les hommes et les femmes à des rouages, nous devenons des numéros de série. Nous avons par groupe d’âge les mêmes habitudes, nous consommons les mêmes produits, nous croyons choisir alors que nous sommes

simplement conduits où l’on veut nous diriger. Toute société, si les individus ne lui résistent pas, tend à devenir totalitaire. Il faut, pour être soi-même, résister à cette pression insidieuse, ne pas se laisser aller au fil du courant des habitudes et des modes, et choisir de créer sa propre mode, sa propre pensée, plutôt que d’être un semblable parmi les autres ».

Martin GRAY

PHARMACIES DE GARDE DU 13/11/2017 au 20/11/2017

Pharmacie JEANNE d’ARC 22 22 08 01
Près de Marox-Renault-Star

Pharmacie St ANTOINE 22 21 29 64
1048, Avenue de la libération

Pharmacie Ste RITA 22 20 90 16
Rue pavée, Doulassamé – Face Hôtel SANA

Pharmacie CRISTAL 22 20 90 91
Boulevard Houphet Boigny

Pharmacie PORT 22 27 61 88
Face Hôtel Sarakawa

Pharmacie ADJOLOLO 22 21 05 13
58, Rue Franz joseph STRAUSS

Pharmacie MAIRIE 22 21 26 39
Face Mairie

Pharmacie CAMPUS 22 21 56 32
Adewi

Pharmacie SOURCE DE VIE 22 22 45 71
Face Collège Protestant

Pharmacie LE JOURDAIN 22 61 56 14
Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG Tokoin Wuiti

Pharmacie St PAUL 22 22 46 72
Bd. Jean Paul II

Pharmacie BAH 22 26 03 20
Face EPP Hedzranawé

Pharmacie APOTHEKA 22 61 57 57
Face siège Fédération Togolaise de Football, route de Kegué

Pharmacie CITRUS 22 57 32 32
Attiégou Yayrakomé Sur Le Grand Contournement

Pharmacie 2000 22 70 01 69
BE KPOTA près du Marché Dzifa

Pharmacie LE PROGRES 22 35 86 55
Sur le tronçon CIMTOGO-Gendarmerie d’Ahadji kpota non loin du marché de Zorro-bar

Pharmacie CITE 22 25 01 25
Bd. du 30 Août

Pharmacie BESDA 22 51 05 29

Adidogomé-Aménopé, Route de Kpalimé

Pharmacie EPIPHANIA 23 20 10 52
Rue de La Pampa, Carrefour AGBEMADON, ADIDOGOME

Pharmacie NATION 22 25 99 65
Face ancien Marché TOTSI

Pharmacie LE SHADAÏ 22 51 44 25
Face Ecole Théologie ESTAO

Pharmacie CONFIANCE 22 25 39 32
Face GTA

Pharmacie NOTRE DAME DE LOURDES 22 44 01 01

Quartier Agoè-Anome, à côté de l’église des Assemblées de Dieu (non loin du lycée d’Agoè)

Pharmacie ORCHIDEE 22 47 42 87
LEO 2000

Pharmacie DE LA VICTOIRE 22 45 74 92
Avédji Wéssomé, voie douane Adidogomé-carrefour Limousine (Après les rails)

Pharmacie ARC-EN-CIEL 22 42 50 00
Agoè-Télessou, à 50m Du Carrefour Margot

Pharmacie St ESPRIT 22 40 29 06
Sur la bretelle Agoè-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est

Pharmacie St MICHEL 22 51 70 22
Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l’espace Télécom

Pharmacie EXCELLENCE 22 51 77 87
Agee Demakpoe Voie CEDEAO

Pharmacie MAINA 22 33 65 34
Agoé Assiyéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu

Pharmacie TCHEP’SON 22 42 94 41
Face Terminal du sahel (Togblékopé)

Pharmacie HYGEA 22 27 36 36
Face Lycée publique de Baguida sur la route d’Afanoukope (Baguida)

Pharmacie VERSEAU 22 27 34 53
Près maison Bateau Baguida

Première circonscription électorale de l'Ogou QUAND LE DÉPUTÉ AMETODJI YAOUVI MICHEL DONNE UN SENS À SON RÔLE D'ÉLU DU PEUPLE

Ecouter et agir en conséquence dans le souci de rechercher le bien être de la population, c'est ce à quoi s'est donné l'honorable AMETODJI Yaouvi Michel de la première circonscription électorale de l'Ogou, depuis que la population lui a fait confiance, en le choisissant pour être leur représentant à l'hémicycle. Peu bavard, mais très actif, Amétodji Michel n'a sans cesse volé au secours de sa population et même au-delà de sa circonscription, n'hésitant pas à mettre la main à la poche pour poser l'acte qu'il faut au moment où il le faut et là où besoin se fait sentir, selon ses possibilités.

« Nous ne regrettons pas aujourd'hui notre choix dans cette circonscription. Portez notre choix sur l'honorable Amétodji pour nous représenter au parlement était un bon choix, au vu de nombreuses actions qu'il a eu à faire en notre faveur et même au-delà de la circonscription », a confié un étudiant à l'Université de Lomé, natif de la préfecture de l'Ogou.

L'homme (Amétodji Yaouvi Michel) qui a toujours fait preuve d'une solidarité sans précédente, a, au plan social formé, appuyer et accompagné les CVQ et les CDQ dans la commune et dans plusieurs cantons tels que Djama et Gnagna.

Par ailleurs, les femmes qui ont eu l'idée de se retrouver en groupement, ont à plusieurs reprises reçu



L'honorable Amétodji Michel

l'accompagnement du député, ce qui a contribué à booster leurs activités génératrices de revenus. Le renforcement institutionnel, matériel et financier de la Chambre des Métiers de la région des Plateaux, l'assistance permanente aux personnes de 3ème âge de la commune d'Atakpame, la création d'emploi en faveur de 100 employés dont 47 agents permanents, le financement de certains projets bancables des jeunes porteurs d'idées d'entreprise, La construction de forage d'eau au bénéfice des populations d'Akparé, voilà entre autres actions à mettre à l'actif de l'honorable Amétodji.

« Tant vaut l'école, tan vaut la nation ». Cette assertion, le député du parti Union pour la République de la première circonscription électorale de l'OGOU l'a fait sienne. Voilà pourquoi, et ceci sans que personne ne le

demande, il n'a hésité à doter environ 500 tables- bancs dans 15 établissements scolaires dans l'Ogou, sans oublier la construction de salles de classes(04) et le financement de plusieurs établissements scolaires qui étaient dans un état de dégradation avancée.

Dans les différentes préfectures, la situation des enseignants volontaires a été toujours un casse-tête-chinois pour les autorités éducatives et gouvernementales. Pour soutenir les efforts du gouvernement, le député s'est engagé à prendre en charge certains enseignants volontaires défavorisés.

« La route du développement passe par le développement de la route ». Certes le gouvernement, depuis 2006 s'est investi dans ce sens. Mais beaucoup reste à faire, et le député Amétodji, voulant favoriser le développement de son milieu, a accepté financer la réhabilitation d'un pont à l'entrée de la ville d'Atakpamé, côté sud. Un acte qui a maqué positivement les populations qui en parlent sans cesse. Mais les actions de réhabilitation des infrastructures ne sont pas arrêtées là. La réhabilitation des caniveaux et des rues dans les quartiers Djama, Gnagna, Babamé sur une distance totale de 3 km fut également l'œuvre du député Amétodji.

« Sans la santé aucune vie n'est

possible ». Là aussi, les actions, telles que le don d'un climatiseur de 8 chevaux, de 2 congélateurs et de 20 chaises roulantes au CHR d'Atakpamé, la réhabilitation et l'équipement du dispensaire d'Agbofan, la réhabilitation et l'équipement du dispensaire de Ountivou, ont été menées.

« Toute société s'identifie à travers sa culture », dit-on souvent. C'est fort de cette conviction, que l'honorable a accepté le parrainage de plusieurs activités socioculturelles telles que la foire commerciale des 7 collines, les activités de corps de métiers, des activités culturelles et éducatives de l'Amicale des élèves et étudiants stagiaires de la préfecture de l'Ogou (AMESPO), la semaine culturelle du grand Ogou. A tous ces parrainages s'ajoutent également ceux des groupes folkloriques, des tournois de matches de football, de jeux de cartes. Aujourd'hui, une place publique dans l'Ogou a été baptisée « Place AMETODJI » ou « Rond point AMETODJI », en reconnaissance de ses œuvres et surtout pour avoir accepté réhabilité cette place.

Vivement que les autres députés puissent prendre exemple sur ce natif de l'Ogou qui a su donner le sens au mandat qu'offre les populations à un député.

Le Messager

Interview de Kovi ADANBOUNOU :

« Dire à mes compatriotes jeunes que nous devons malgré nos différences de points de vue politiques préserver la paix sociale »

Il fait partie des jeunes togolais dont le dévouement à la cause nationale ne souffre de l'ombre d'un seul doute et qui s'investissent corps et âme pour l'épanouissement de la jeunesse Togolaise dans son ensemble. Lui c'est M. Kovi ADANBOUNOU(photo), président du Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD), une association qui, depuis un certain moment ne ménage aucun effort à travers moult projets, pour amener la frange juvénile de la population à cet idéal qu'est la culture de la paix, la citoyenneté et vers l'acquisition du sens de l'entrepreneuriat. Dans l'interview qui suit, le jeune dynamique président du CJD revient sur le contexte de la création de ce collectif qui regroupe près de 50



Kovi Adanbounou, Président CJD

associations de jeunes, ses objectifs, le bilan et les perspectives. Il a également abordé les sujets socio-politiques de l'heure au Togo. Lisez plutôt !

Bonjour Président, parlez-

nous brièvement de votre mouvement CJD ?

Le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) est un mouvement qui au regard de la situation sociopolitique souvent

tendue au pays, a été initié par de jeunes Togolais sans distinction de partis politiques, d'ethnie ou de rang social, dans le seul but de penser « développement » du Togo. Il s'agit pour nous de se faire violence pour nous débarrasser de nos considérations politiques partisans pour nous mettre ensemble dans cadre qui permet de ne défendre que l'intérêt supérieur de notre cher pays, le TOGO. Des divisions, on en avait marre. C'est pourquoi d'ailleurs notre mot d'ordre dit que le Togo, c'est notre parti politique, et le développement notre candidat.

Depuis 2007 que le CJD existe, on ne semble pas voir l'impact de ses actions sur le terrain. Après 10 ans d'existence,

quel bilan pouvez-vous faire de vos actions sur le terrain ?

Quelqu'un a dit le tigre ne crie pas sa tigritude. La bible même nous enseigne d'agir parfois en silence. Bref c'est pour dire que de 2007 à 2017, nous avons réalisé de nombreux projets. Certains sont parfois connus de la presse, d'autres non. Mais pour ce qui concerne, nos grands projets, il faut noter qu'au départ nous avons commencé avec des projets de sensibilisation qui ont consisté à aller vers nos concitoyens jeunes sur toute l'étendue du territoire national pour leur parler de changement de mentalité, de comportements parce que nous sommes condamnés à vivre ensemble.

Vous pouvez également noter le projet « Togo Tribune

(Suite à la page 7)

Le Messager

Interview de Kovi ADANBOUNOU (Suite)

libre » qui nous a permis de sillonner toutes les régions du Togo pour recueillir les avis et les réactions de nos populations sur des sujets d'ordre politique, social et économique. Les leçons tirées de ces projets nous ont montré suffisamment que le problème togolais est plus social que politique. Fort de ce constat, nous avons élaboré et lancé le projet « Un geste, une vie » qui est une initiative de solidarité pouvant permettre aux togolais de s'entraider, bien sûr le Cjd avec ses partenaires également jouent participent activement à cela. C'est un projet toujours en cours, et qui a permis de venir en aide à des personnes ou groupes sociaux vulnérables avec nos petits moyens. Je voudrais profiter de l'occasion pour inviter les bonnes volontés à se joindre à nous sur ce projet social en vue de sauver une vie, si non des vies...

Vous vous investissez dans le développement, parlez-nous des grands chantiers de développement auxquels le CJD s'attaque ?

Le chantier de développement de notre pays est vaste. Tout d'abord félicitations aux gouvernants, notamment au Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé pour sa politique qui met un accent particulier sur la promotion du secteur privé. Nous en tant qu'association nous les accompagnons, et nous jouons le rôle de médiateur surtout entre le gouvernement et les jeunes. C'est dans ce sens que nous travaillons pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, dans les secteurs comme l'agriculture, les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Vous avez avec nous des jeunes que nous soutenons pour la mise en place de leurs propres entreprises ou structure de services de prestation. D'autres chantiers seront abordés très bientôt.

Président du Réseau International de Transit Transport et des Affaires (RITTA-AFRIQUE), Directeur Régional du programme AFRONETWORK-Télécommunication de L'espace CEDEAO, Directeur Général de la société COVI-TRANS SARL, Commissionnaire agréé en Douanes Togolaises, membre du Conseil des Exportateurs de Café-Cacao du Togo (CECC-Togo) et président du CJD. N'est-ce pas trop de charges ? Comment vous gérez tout ça ?

C'est bien vrai c'est beaucoup de charges mais quand vous assumez vos tâches avec passion, avec le sentiment de bien servir les autres, tout devient léger... Par ailleurs, j'aime toujours travaillé en équipe, même si la directive vient de moi,

l'humilité et la sagesse m'ont toujours permis de gérer les charges avec mes collaborateurs, des aînés ou des jeunes frères. C'est un système de travail des anglophones. Ils ne parlent pas de chef mais de leaders. Avec l'esprit de leader, les tâches deviennent plus faciles. Et puis pardessus tout, je puise ma grande énergie en Jésus Christ, notre sauveur.

Monsieur le président, le 29 juillet dernier, vous aviez procédé au lancement du projet Agir pour bâtir la Cité(ABC). C'est quoi ce projet et quelles sont les raisons d'une telle initiative ?

« Agir pour Bâtir la Cité » est le projet qui aujourd'hui répond le plus aux demandes des populations à la base qui face au processus de décentralisation enclenché au Togo doivent apprendre à gérer leur propre développement. Elles doivent apprendre à devenir les artisans de leur progrès, bien sûr avec l'accompagnement de l'Etat. L'Etat a le devoir d'assumer le bien-être de nos populations, mais il ne faut pas oublier que l'Etat seul ne peut tout faire. Les citoyens que nous sommes, devons avoir une implication active dans la gestion des projets pour avoir de bons résultats. Pour ce qui concerne, les infrastructures de l'Etat, les communautés à la base doivent apprendre à faire bon usage et fonctionnement de ces infrastructures, les citoyens aussi doivent participer à leur gestion, entretien et exploitation quotidienne. Le projet a deux volets : le premier est celui de la sensibilisation à la gestion locale d'une communauté, et le second porte sur les microprojets à réaliser pour soutenir des communautés vulnérables. Notez qu'il s'agit également de nous associer aux communautés à la base dans des actions communautaires de développement et de paix durable en vue de les sensibiliser, mieux les convaincre de jouer leur rôle de bâtisseurs.

Votre projet vise à aider la population à réaliser de microprojets. Comment allez-vous, vous y prendre ?

C'est tout un programme d'actions qui consiste à identifier les besoins, les classer, les mettre en microprojet, et les soumettre à des demandes de financement pour réalisation.

En outre, précisons que les réalisations se feront selon le degré de nécessité des besoins.

En quoi Monsieur le Président, la mise en œuvre de ce projet sera utile dans la mise en œuvre du processus de décentralisation au Togo ?

Vous savez cela fait 30 ans que les élections locales ont été faites au

MINISTRE DE LA FONCTION
PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DE LA
REFORME ADMINISTRATIVE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL-LIBERTÉ-PATRIE

CABINET

COMMUNIQUE

Depuis un certain temps, des individus véreux se faisant passer pour Monsieur Gilbert BAWARA, ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative, ou comme étant des fonctionnaires de son ministère, escroquent d'honnêtes citoyens en leur proposant des recrutements à la fonction publique ou la

facilitation de l'obtention de visas occidentaux contre de fortes sommes d'argent.

Le ministre tient à informer les citoyens que son département n'a pas la capacité de recruter dans la fonction publique sans passer par voie de concours. De même, ni le ministre ni les agents du ministère

ne disposent, non plus, de la possibilité de faciliter de quelque manière que ce soit l'obtention de visas occidentaux.

Il est donc demandé à la population d'être vigilante et de signaler à la police ou aux autorités judiciaires ces actes d'usurpation et ce genre de comportements crapuleux.

Fait à Lomé, le 14 novembre 2017

Le Ministre



Gilbert B. BAWARA

AVIS DE DECES

Le Directeur du journal "La Lanterne" et sa famille (soeurs et frères), ont le regret de vous annoncer le décès de leur très cher et regretté Papa



82
ans

**DUMAHASI Komlavi A.
dit A.K. Francisco**

"Ne devez rien à personne, si ce n'est de vous aimer les uns les autres, car celui qui aime les autres a accompli la loi"
Romain 13:8

PROGRAMME

Vendredi 17 novembre 2017

18h00-20h00 : Veillée de prières (corps présent) et de chants à l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo (Paroisse Tokoin Centre) sise à DOBLEAWOU près de l'école Adjallé

Samedi 18 novembre 2017

06h00 : Mise en bierre
07h00 : Culte d'Enterrement à la même Eglise suivi de l'inhumation au cimetière de Bè-Kpota ainsi que la sortie de deuil dans la maison mortuaire

Dimanche 19 novembre 2017

09h00 : Culte d'action de grâce dans la même Eglise

Maison mortuaire : Maison DUMAHASI à Tokoin Ramco (Immeuble SAPNA)

(Suite à la page 8)

14^{ème} Foire Internationale de LOMÉ
24 NOV. - 11 DÉC. 2017
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOMÉ
 BP: 10056 Lomé - Togo
 Tél: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
 Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg

Interview de Kovi ADANBOUNOU (Suite)

Togo. Renouer après ces longues années avec la pratique de la gouvernance locale nécessite l'apport non seulement des gouvernants ou formations politiques mais beaucoup plus des organisations de la société civile. Nous estimons que ce projet jouera également sa partition.

Depuis le lancement du projet le 29 juillet dernier, où en êtes-vous concrètement dans la mise en œuvre de ce projet ?

Nous sommes à la phase de la sensibilisation. Les dernières tensions qu'a vécu le pays nous a obligé à redéfinir notre agenda. Mais on va très bientôt reprendre notre baton de pelerin pour aller rencontrer les communautés à la base sur toute l'étendue du territoire national, échanger avec les populations, les organiser s'il le faut dans des cadres d'actions devant leur permettre de réfléchir et agir pour le développement de leurs communautés. Nous venons également soutenir ainsi les initiatives du gouvernement dans ce sens.

En tant que président d'une organisation qui rassemble près de 50 associations de jeunes, quelle analyse faites-vous de la

situation actuelle que traverse le Togo et qui implique fortement les jeunes ?

C'est bien d'insister sur la jeunesse. Vous savez, les réformes, nous en avons tous besoin. Mais elles ne doivent pas nous diviser ou nous amener dans des affrontements violents. Notre passé politique récent doit nous amener à toujours privilégier le dialogue et le consensus. Nous avons connu des périodes difficiles. Ne répétons pas les mêmes erreurs qui ont failli détruire notre cher pays. Aujourd'hui, le pays n'est pas un eldorado mais les efforts faits sont très appréciables. La dynamique doit être maintenue car beaucoup ont leur regard tourné vers nous. De nombreux investisseurs sont à nos portes. Parce que nous avons fait des progrès sur les plans socio-économiques, politiques et démocratiques. Alors ne détruisons pas tout cela. Toutes nos revendications devront se faire dans la légalité, dans le respect de l'autre, de la dignité humaine, parce que nous avons une chose à préserver, l'esprit du vivre ensemble. Nous sommes tous Togolais. Nous sommes frères et nous avons tous un patrimoine commun, le Togo. La

démocratie, c'est un combat d'idées.

C'est vrai notre jeunesse est confrontée à des problèmes d'emplois et bien d'autres mais nous ne devons pas sacrifier notre paix sur l'autel des frustrations. Nous Jeunes Togolais, devons tout faire pour préserver ce climat de paix. Sans la paix, aucune embauche n'est possible, aucune formation universitaire ou professionnelle n'est possible. Nous devons d'une seule voix dire non à toute manipulation politique qui nous déterminerait à compromettre la paix sociale.

Pour vous qui travaillez dans l'enracinement de la citoyenneté et le patriotisme, face aux actes inciviques que l'on voit au cours des manifestations, est-ce que vous n'avez pas échoué dans votre mission et que comptez-vous faire pour y remédier ?

Nous ne pensons pas avoir échoué, c'est une mission à diverses étapes. Depuis 2007, à chaque échéance électorale nous sensibilisons à la non violence et aux valeurs citoyennes qui fondent la cohésion sociale. Les résultats sont satisfaisants. On ne connaît plus de violences ou de troubles en période électorales au Togo. Pour ces dernières

manifestations populaires qui ont pris un caractère violent, nous n'avons pas baissé les bras. Nous continuons par voie de médias et dans des rencontres citoyennes d'échanges à prêcher la paix et les valeurs du vivre ensemble. Heureusement, les tensions ont baissé. Nous n'allons pas nous arrêter. L'une de nos grandes missions c'est d'être des gardiens de la paix et de la cohésion sociale. C'est un devoir patriotique.

Quel message avez-vous à l'endroit de cette jeunesse qui a son mot à dire dans le processus de relance de l'économie togolaise ?

Juste dire à mes compatriotes jeunes que nous devons malgré nos différences de points de vue politiques préserver la paix sociale qui est le ferment de tout développement. Sa place dans la relance de l'économie du pays est primordiale, parce que pour cette relance on a besoin d'une main d'œuvre qualifiée et valide. Pour l'émergence du Togo, notre cause est commune.

Propos recueillis par Jean-Claude BAKALI pour Cauris Mag